Décision : QCRC04-00046

Numéro de référence : MD3-10466-3

Date de la décision : Le 24 février 2004

Objet : NON-RESPECT D'UNE CONDITION

Endroit : Montréal

Date de l'audience: Le 13 janvier 2004

Présent : MICHEL PAQUET,
Commissaire

Personnes visées :

3-M-30035C-715-P COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal
(Québec)
H2M 2V1

agissant de sa propre initiative

et-

9060-0396 QUÉBEC INC.
23, chemin Bédard
Eaton (Québec)
JOB 3A0

intimée

Procureure de la Commission : M^e Marie-Josée Persico

La Commission a fait parvenir à l'intimée l'avis d'intention et de convocation suivant:

« La Commission des transports du Québec (la « Commission ») vous avise de son intention d'analyser votre comportement à l'égard du respect des obligations légales et réglementaires qui vous sont imposées dans le cadre de l'application de la *Loi concernant les propriétaires et des exploitants de véhicules lourds* en matière de sécurité routière et de protection du réseau routier. À cette fin, elle entend plus particulièrement examiner les faits et événements suivants pour lesquels elle veut obtenir vos observations.

Le 11 avril 2003, la Commission rendait la décision MRC03-00082 attribuant au propriétaire et exploitant de véhicules lourds ci-haut mentionné la cote comportant la mention «Conditionnel» et lui ordonnant de prendre certaines mesures à confirmer au Secrétaire de la Commission.

Par sa décision MRC03-00082 précitée, la Commission ordonnait à 9060-0396 Québec Inc. de prendre les mesures suivantes :

- "3. ORDONNE à 9060-0396 QUÉBEC INC. :
- a) DE FAIRE SUIVRE à M Galon BROOKS, auprès d'une institution ou d'un organisme reconnu, les programmes de formation suivants :
- Le registre des heures de conduite et de travail;
 - La conduite préventive (cours théorique et pratique);
 - Les obligations découlant de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*.
- b) DE TRANSMETTRE à la Commission, au plus tard le 30 juin 2003, la preuve que cette formation a été suivie par la personne concernée.
4. ORDONNE au Service de l'inspection de la Commission de procéder à une vérification du registre des heures de conduite de M Galon BROOKS pour la période débutant le 1^{er} mai jusqu'au 30 août 2003.

Tous les rapports et documents demandés doivent être transmis au Secrétaire de la Commission à l'adresse indiquée ci-dessous. "

En date du 9 juillet 2003, aucun document n'est parvenu au Secrétaire de la Commission relativement aux obligations indignées dans la décision précitée.

Toutefois, la Commission recevait, le 8 octobre dernier, le rapport d'inspection - vérification du registre des heures de conduite de M Galon Brooks pour la période débutant le 1^{er} mai jusqu'au 30 août 2003.

La Commission considère qu'il y a lieu d'enquêter sur ces manquements à vos obligations ainsi que d'examiner le rapport d'inspection produit et de vous convoquer à une audience qui se tiendra aux lieu, date et heure mentionnés dans l'avis de convocation ci-joint.

À cette occasion, la Commission entend examiner votre dossier et vous invite à lui faire part des systèmes et politiques de gestion établis dans votre entreprise en regard du non-respect de la décision précitée ainsi que tout autre élément lui permettant d'évaluer les divers aspects du comportement de votre entreprise dans l'exploitation et l'offre de services de transport.

Un commissaire examinera votre dossier au moyen des documents annexés et du témoignage de personnes que la Commission aura pu convoquer.

Lors de cette audience, vous pourrez présenter des observations et faire entendre les personnes qui vous accompagneront. Vous pourrez aussi soumettre tout document utile.

Vous pourrez vous présenter à l'audience personnellement ou par représentant et, dans ce dernier cas, une procuration écrite désignant votre représentant sera nécessaire. Vous pourrez aussi être représenté par avocat.

Il est de votre responsabilité de prendre rapidement les actions nécessaires pour respecter la tenue de l'audience à la date, l'heure et l'endroit indiqués. À moins de circonstances exceptionnelles, aucune remise d'audience ne sera accordée.

Si vous décidez de ne pas vous présenter à l'audience, vous pouvez fournir des explications par écrit et y annexer des documents pertinents. Vous pouvez aussi faire cette démarche par l'intermédiaire d'un avocat. L'audience pourra se tenir malgré votre absence.

Vous devez expédier vos observations **7 jours avant la date de l'audience** à l'adresse suivante :

Commission des transports du Québec
Direction des services juridiques et secrétariat
545, boul. Crémazie Est, 10e étage
Bureau 1000, Montréal QC
H2M 2V1

À partir des documents portés à sa connaissance (s'il y a lieu) et des témoignages entendus lors de l'audience, le commissaire étudiera votre dossier et rendra une décision.

En vertu des articles 26 à 38 de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*, **la décision pourra :**

- * maintenir votre cote actuelle;
- * modifier votre cote pour une cote «Insatisfaisant»;
- * vous déclarer partiellement ou totalement inapte à l'exploitation de véhicules lourds;
- * rendre applicable aux administrateurs la déclaration d'inaptitude totale qu'elle pourra rendre;
- * interdire la mise en circulation ou l'exploitation de vos véhicules lourds;
- * imposer toute mesure jugée appropriée.

Une décision écrite, incluant les motifs, vous sera transmise.

Si vous ne vous présentez pas à l'audience ou ne produisez pas vos explications dans les délais, le commissaire rendra sa décision à partir des documents à votre dossier. Aucun autre avis ne vous sera expédié et aucun délai ne vous sera accordé.

Pour obtenir tout renseignement additionnel concernant cet avis, vous pouvez vous adresser à la Direction des services juridiques et secrétariat de la Commission au numéro de téléphone apparaissant ci-dessous. »

Dûment convoquée et appelée à l'audience du 13 janvier 2004 au bureau de la Commission des transports du Québec à Montréal, l'intimée était représentée par M Galon Brooks, son propriétaire.

La procureure de la Commission fait un survol des éléments et motifs notés à l'avis d'intention et de convocation transmis à l'intimée et au rapport

administratif au dossier.

Elle dépose sous la cote CTQ-1, une mise à jour du dossier PEVL (propriétaire et exploitant de véhicules lourds) de l'intimée auprès de la SAAQ pour la période s'étendant du 6 janvier 2002 au 5 janvier 2004. Elle mentionne qu'il n'y a eu aucun ajout depuis le dernier PEVL.

M^e Persico confirme que même depuis l'envoi de l'avis de convocation et d'intention, l'intimée n'a rien transmis à la Commission démontrant qu'elle avait respecté l'ordonnance de la décision MCRC03-00082 la concernant.

La deuxième ordonnance demandait au Service de l'inspection de la Commission de procéder à une vérification du registre des heures de conduite et de travail du propriétaire de l'intimée pour la période du 1^{er} mai au 30 août 2003.

M Reynald Veilleux, inspecteur en entreprise à la SAAQ, est alors entendu. C'est lui qui a effectué cette vérification. Il a expliqué clairement et avec preuves à l'appui le contenu de son rapport. En voici la teneur :

« Suite à une ordonnance de la Commission des transports Québec j'ai effectué une vérification du registre des heures de conduite et de travail de M Galon Brooks (9060-0396 Québec Inc) pour la période du 1^{er} mai au 30 août 2003.

M Brooks est un sous-traitant exclusif pour l'entreprise J.W. Express à Deauville et a conclu un contrat de service de transport dans lequel il accepte d'agir en qualité d'exploitant de l'ensemble des véhicules lourds et s'engage à assumer le contrôle du véhicule et la responsabilité découlant de son exploitation.

Considérant que M Brooks est très difficile à rejoindre je lui ai transmis une lettre par l'intermédiaire de Mme Nathalie Whaite, répartitrice chez J.W. Express, l'informant de la nature de mon intervention et l'enjoignant de me remettre tous les documents relatifs aux voyages effectués durant la période visée.

Le 03 octobre 2003 il s'est présenté à notre bureau de Sherbrooke et m'a remis les documents suivants: copies des fiches journalières, feuilles de route, connaissements de transport, rémunérations et reçus d'achat de carburant. Toutefois il ne m'a remis aucun reçus de postes de péage, de ponts et d'autoroutes.

J'ai effectué cette inspection en vérifiant la validité et la concordance de ces documents et j'ai fait le constat suivant:

D'une part j'ai noté que M Brooks n'a pas inscrit toutes les informations requises, conformément aux normes établies par règlement, dans ses fiches journalières. Notamment pendant la période du 01 mai au 31 août 2003 il n'a pas inscrit la lecture de l'odomètre au départ ainsi que la distance pendant laquelle il a conduit durant la période visée à la grille tel que requis par l'article 9 du règlement sur les heures de conduite et de travail.

Il y a récidive de la part de ce conducteur en cette matière puisqu'en janvier 2001 une infraction lui était signifiée par un contrôleur routier, en mars 2001 il recevait un avertissement d'un autre contrôleur routier lors d'une interception sur route et en septembre 2002 lors d'une visite en entreprise je recommandais une infraction relatif à ces manquements.

D'autre part au cours de la période visée il avait effectué des voyages de transport alors qu'il inscrit dans sa fiche journalière être en repos (off duty).

Concernant les voyages suivants:

- Voyage #73B: une feuille de route, des connaissements ainsi qu'une rémunération, nous indiquent qu'il a effectué des livraisons ainsi que des chargements à Bellingham, MA, Milford, CT, Trenton, NJ, Piscatway et Ringwood, NJ. Il aurait parcouru 1048 mil. alors qu'il inscrit dans ses fiches journalières être en repos les 22 et 23 mai 2003.
- Voyage #74: en plus de la feuille de route, des connaissements et de la rémunération, des reçus d'achat de carburant en date des 26, 27 et 28 mai et sur lesquels apparaissent les initiales de M Brooks, nous indiquent qu'il était en Virginie et Tennessee il aurait parcouru 3082 mil. Or il inscrit dans ses fiches journalières être en repos pendant cette période.
- Voyage #82B: une feuille de route, des connaissements, une rémunération ainsi que des reçus d'achat de carburant en date des 24 et 25 juillet 2003 et sur lesquels apparaissent les initiales de M Brooks, nous indiquent qu'il était en Virginie. Il aurait parcouru 2439 mil. Or il inscrit dans ses fiches journalières être en repos (off duty) à ce moment là.
- Voyage #84 une feuille de route, des connaissements ainsi qu'une rémunération nous indique qu'il aurait effectué des livraisons et chargements à Bowling Green, KY, Sherman, Philadelphia, Mbselle, MS, New Orleans, LA, La Porte, Georgetown, TX et Anadarko, OK pendant la période du 02 au 08 août 2003. Il aurait parcouru 4437 mil alors qu'il inscrit dans ses fiches journalières être en repos (off duty) pendant cette période.

Lors d'une visite en entreprise en septembre 2002 j'avais recommandé des infractions similaires.

Considérant ces faits je recommande deux infractions à l'exploitant soit: en vertu de l'article 519.22 pour ne pas s'être assuré que tous les informations requises soit incrites sur les fiches journalières et une autre en vertu de l'article 519.45 pour des informations fausses ou inexacte inscrite dans une fiche journalière. » (sic)

Le motif principal à l'appui de la transmission de l'avis d'intention et de convocation était que l'intimée n'avait pas respecté les mesures imposées par la décision MCRC03-00082 rendue le 11 avril 2003.

Or, l'article 27 (3^o) de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds précise que :

« La Commission déclare totalement inapte la personne qui :

(...)

3^o a contrevenu à une décision de la Commission la visant ou à une entente administrative convenue avec elle; »

Avant d'aller plus loin, il y a lieu de citer quelques extraits de la décision MCRC03-00082.

« Le 3 février 2002, l'entreprise a reçu une infraction parce que son conducteur a inscrit une information fausse ou inexacte dans sa fiche d'heures de conduite et de travail.

Par ailleurs, elle a échoué son inspection en entreprise le 20 juin 2002 parce que le chauffeur n'avait pas inscrit, sur ses fiches journalières de ses heures de conduite et de travail, toutes les informations requises conformément aux normes établies par règlement.

Enfin, la SAAQ a transmis au moins six lettres à l'intimée depuis juin 2001. L'intimée n'a jamais communiqué avec la SAAQ pour obtenir quelque information que ce soit.

Le comportement, la gestion et les mesures correctrices

M Galon BROOKS, propriétaire de 9060, explique qu'il a conduit des véhicules lourds en ville pendant plusieurs années avant d'effectuer de la longue distance. Les inspecteurs en entreprise sont venus chez lui et sont partis avec ses registres. Il ne sait pas pourquoi il a échoué son inspection en entreprise, car l'inspecteur ne lui a pas dit quelles informations étaient manquantes. Par contre, il sait qu'il a omis d'inscrire ses périodes de repos à certaines occasions.

Il n'a suivi aucune formation relative à la conduite de son véhicule et à ses obligations. Il n'a pas pris connaissance de la documentation concernant ses obligations parce que la Commission lui a transmis la version française et il comprend difficilement cette langue. C'est sa secrétaire qui lui traduit les documents. Il n'a fait aucune démarche pour suivre des cours, pour obtenir des informations complémentaires de la part des contrôleurs routiers ou la version anglaise des divers documents qui lui ont été transmis.

...

La Commission est d'avis que cette entreprise a mis en danger la sécurité des usagers du réseau routier, parce que ces dérogations ne sont pas le fruit du hasard, mais bien le résultat de lacunes dans la gestion et le comportement de cette entreprise. Voici les principaux éléments sur lesquels elle fonde son appréciation.

Le propriétaire fait part d'insouciance, il manifeste peu

d'intérêt pour connaître ses obligations. Il a reçu des avis d'infraction, il les paye sans s'enquérir comment il pourrait remédier à la situation. Il reçoit des lettres de la SAAQ pour le mettre au courant de l'évolution de son dossier, il ne s'informe aucunement, auprès des personnes compétentes, des événements à son dossier et des conséquences possibles sur son entreprise. Les inspecteurs constatent des dérogations dans ses registres des heures de conduite et de travail, il ignore toujours, neuf mois plus tard, la nature de ces dérogations. Il attend qu'on vienne lui dire quoi faire et comment le faire.

Dans ce contexte, la Commission devra imposer des mesures afin que cette personne prenne connaissance des obligations qu'elle doit respecter dans le cadre de l'exercice de sa profession. »

La Commission entend le président et seul actionnaire de l'intimée, M Galon Brooks, qui reconnaît tous les faits.

Il prétend qu'il ne s'est pas conformé à l'ordonnance de la décision MCRC03-00082 parce qu'il n'a pu suivre la formation imposée qui ne se donnait pas en anglais par l'organisme de formation qu'il a appelé. Il ne se souvient pas où il a téléphoné.

Quant à la formation en français (il se « débrouille » bien en français), elle ne se donnait pas dans sa région dans les jours qui ont suivi son appel.

Il n'a fait aucun autre appel ou effort pour respecter l'ordonnance. Il n'a pas le temps. Chaque semaine il part pour quelques jours aux États-Unis pour effectuer des livraisons pour le compte de J. W. Express de Deauville.

Manifestement il ne connaît rien de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds. Durant son témoignage il n'a démontré aucune bonne foi et aucune volonté d'apprendre et de corriger ses erreurs ou son ignorance. Son témoignage fut souvent non crédible et cousu de fil blanc, et à l'occasion, ponctué de silences à certaines questions posées. La falsification de documents était un comportement naturel.

Il n'a aucune politique écrite en gestion du transport et aucune procédure écrite pour l'embauche de chauffeur. Il en embauche à l'occasion, puisant alors dans la liste de disponibilité qui est affichée dans certains « truck stop » aux États-Unis ou sur recommandation de connaissances.

Il n'a aucun contrôle sur son chauffeur et manifestement ne veut pas en avoir. C'est lui-même qui en plus de falsifier son propre « logbook » a falsifié celui de son chauffeur, Greg Smith.

Vu l'absence de correctifs mis en place, le non-respect des mesures imposées

par la Commission, la falsification de documents par le propriétaire de l'intimée, sa mauvaise foi évidente et la non-démonstration de sa volonté de se corriger, la Commission est d'avis, comme sa procureure, qu'il y a lieu de déclarer l'intimée totalement inapte au sens de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds, de modifier sa cote au niveau « insatisfaisant » et de rendre applicable à son propriétaire Galon Brooks la déclaration d'inaptitude totale.

Manifestement M Brooks n'a pas pris au sérieux les mesures imposées par la décision MCRC03-00082.

En conséquence, la cote de l'intimée sera modifiée au niveau « insatisfaisant » conformément aux dispositions de l'article 30 en application de l'article 27 (3^o) de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Selon cet article impératif, tout défaut de respecter une décision de la Commission entraîne invariablement et de façon incontournable une déclaration d'inaptitude totale. Ici, cette inaptitude totale tient compte également de la mauvaise foi évidente de M Brooks, son ignorance, l'absence de volonté de se corriger et la falsification de documents.

CONSIDÉRANT la Loi sur la justice administrative (L. R. Q. c. J-3);

POUR CES RAISONS, la Commission :

- DÉCLARE totalement inapte l'intimée 9060-0396 QUÉBEC INC. ;
- MODIFIE la cote comportant la mention « conditionnel » de l'intimée 9060-0396 INC. pour une cote comportant la mention « insatisfaisant »;

- **REND APPLICABLE** à Galon Brooks la déclaration d'inaptitude totale.

MICHEL PAQUET,
Commissaire

Note : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie de la présente décision.